Mayotte : la seule solution, lui enlever le statut de département français

écrit par Christine Tasin | 23 avril 2023

Saïd Abdul Karim devant sa maison de tôle, dans le bidonville de Kawéni, à Mayotte, le 18 avril 2023. (ROBIN PRUDENT / FRANCEINFO)

Saïd Abdul Karim devant sa maison de tôle, dans le bidonville de Kawéni, à Mayotte, le 18 avril 2023. (ROBIN PRUDENT / FRANCEINFO)

Mayotte : beaucoup de bruit pour rien, comme d'habitude

La situation est catastrophique à Mayotte, nous en sommes tous d'accord. Et ça fait un moment que ça dure !

Mais nous connaissons Macron-Darmanin, les rois du « en même temps », les rois de l'enfumage, les rois de la migration sauvage. Traduction *« ça va barder, les étrangers vont savoir de quel bois je me chauffe »* **mais en même temps** *« nous respecterons toutes les lois internationales » « tous les habitants dont les bangas seront détruites seront relogés »*. J'en pleure de rire…

Nous connaissons aussi le despotisme des droidelhommistes et autres organismes d'invasion voulue que sont l'UE, l'ONU et compagnie. Darmanin n'est qu'un pantin qui voudrait faire croire qu'il est un homme alors qu'il n'a de couilles que pour taper sur les patriotes et que les lois internationales lui interdisent de faire quoi que ce soit. Tant que la France ne sera pas sortie de l'UE, la France sera le déversoir de ceux qui se reproduisent comme des lapins et pensent que ce serait à nous d'en payer le prix. Le Frexit,

vite !

Opération « Wuambushu » à Mayotte

Si je comprends bien, Darmalin annonce qu'il va déloger les clandestins… pour les reloger dans des immeubles flambant neuf, construits grâce aux sous des Métropolitains qui bossent, eux ! Construits quand, en combien de temps ? Que font-ils des « expulsés » en attendant ? Foutage de gueule… Darmalin se prend pour Don Quichotte ? Même pas, il sait qu'il ne peut rien faire avec l'idéologie de Macron. Que de la gueule ! Tant que l'île ne sera pas hérissée de murs et barbelés comme Ceuta, Mayotte sera l'Amérique des Comores.

Si je comprends bien, les Comores annoncent qu'ils ne veulent pas de leurs migrants mais n'ont pas les moyens ni de les punir ni de les retenir et donc même si certains étaient expulsés, ils reviendraient quelques jours après construire leurs bangas. Tout ce cirque, tous ces sous… pour rien, Darmalin ! Darmalin pisse dans un violon, et il le sait. Tant que les Français seront en état pré-insurrectionnel, Macron et sa clique essaieront de détourner l'attention, essaieront de faire croire que, pour eux aussi, l'invasion migratoire poserait problème. Tartuffes, va !

Ces dernières semaines, les Comores ont appelé plusieurs fois le gouvernement français à renoncer à l'opération, disant ne pas avoir les moyens d'accueillir un afflux de migrants et accusant Paris de semer « la violence ». Cet archipel pauvre, de près de 900.000 habitants, n'a pas de centre de rétention administrative. Lorsque des Comoriens sont renvoyés notamment de Mayotte, « nous vérifions l'identité des refoulés (…) et nous les laissons partir puisqu'ils sont chez eux », a expliqué une source sécuritaire à l'AFP.

« Nous n'avons pas les moyens d'absorber cette violence fabriquée de Mayotte par l'Etat français », a déclaré en début de semaine le gouverneur d'Anjouan, Anissi Chamsidine.

La France en état de quasi-insurrection a-t-elle les moyens d'entretenir à Mayotte les milliers de gendarmes et policiers envoyés pour essayer de faire face à la violence alors que, en France, le climat social se dégrade ? Mensonges, manipulations… Il est vrai qu'il se dit que, en Métropole, Macron utiliserait à côté de nos gendarmes d'étranges « forces » européennes, voire ukrainiennes sans état d'âme pour taper du Français

Quelque 1.800 policiers et gendarmes sont déjà présents à Mayotte en vue de l'opération. Plus de 2.500 personnels (forces de l'ordre, agence régionale de santé, justice, réserve sanitaire) sont mobilisés, selon une source proche du dossier.

Près de la moitié des 350.000 habitants de Mayotte ne possèdent pas la nationalité française, selon l'Institut national des statistiques français, mais un tiers des étrangers sont nés sur l'île.

https://www.20minutes.fr/societe/4033768-20230421-operation-anti-migrants-mayotte-comores-entendent-accueillir-expulses

Mayotte c'est la répétition générale de ce qui va bientôt arriver en France. Mayotte c'est, déjà, le Camp des saints.

Les opérations d'ordre public à Mayotte, c'est tous les jours! Nous y avons renforcé de manière inédite les moyens de la République. Depuis 2017, le président y a déjà envoyé 440 policiers et gendarmes supplémentaires, soit 50% d'effectifs en plus. Pour autant, malgré les efforts déployés, nous constatons que l'archipel connaît encore 16% d'homicides en plus en 2022 et 30% de hausse des vols avec violence.

Alors, les solutions de Darmalin, faut-il en rire ou en pleurer ? Si la justice française faisait son boulot, dans un contexte où les prisons explosent et où la mode est le bracelet électronique, il peut arrêter des milliers de délinquants, d'assassins, demain ils seront à nouveau dans

la rue. Sauf à imposer des conditions draconiennes aux salopards… que Darmalin ne fera jamais. Que dirait Sandrine Rousseau ? Que dirait la CEDH et l'ONU ?

Ce n'est pas une délinquance comme nous la connaissons en métropole. Elle se compose de nombreux jeunes déscolarisés, beaucoup en situation irrégulière. Il y a 5000 mineurs isolés à Mayotte, sur deux îles de 400 km². Les réseaux criminels sont jeunes, pris en main par des aînés endurcis. On dénombre ainsi une quarantaine de bandes criminelles organisées.

Notre travail, qui s'inscrit dans la durée, a d'abord consisté à identifier, puis consiste désormais à arrêter et à présenter à la justice les chefs de ces bandes. Je peux déjà vous annoncer que douze criminels ont été interpellés ces derniers jours. Nous allons redoubler d'activité.

https://www.lefigaro.fr/actualite-france/gerald-darmanin-a-mayotte-la-delinquance-ne-l-emportera-pas-sur-les-lois-de-la-republique-20230420

Quelqu'un peut me dire si le manège qui dure depuis des années à Mayotte peut être interrompu ? Non, de façon évidente. Sauf… sauf si la France, se torchant avec les lois internationales, renonçait à Mayotte et laissait les complices des clandestins se démerder. Parce que, quand même, si la moitié de l'île est peuplée de clandestins, c'est bien parce que les habitants les aident, les accueillent, les logent, les font travailler, non ? Qu'ils aillent au diable et que Mayotte soit destituée de son état de département français, on n'a plus d'autre solution !

Dans les dédales boueux du plus grand bidonville de France, « Wuambushu » est sur toutes les lèvres et la terreur dans tous les ventres. Plus de 15 000 personnes vivent ici, à Kawéni, au nord-est de Mamoudzou, la préfecture, selon le dernier recensement de 2018. « Où va grandir mon enfant si je suis expulsé ? », s'inquiète Saïd Abdul Karim. Déjà, en mai

dernier, le jeune Comorien a été séparé de son fils après avoir été interpellé par la police aux frontières. Embarqué dans l'une de ces camionnettes blanches que l'on voit régulièrement traverser l'île de Grande-Terre à toute vitesse, le père de famille a ensuite été placé au centre de rétention administrative de Petite-Terre, selon son récit.

En moins de 48 heures, l'homme d'allure fluette a été renvoyé sur l'île d'Anjouan, aux Comores, dont les rives sont situées à moins de 70 km de Mayotte. Comme lui, ils sont plus d'une soixantaine à être expulsés chaque jour du département, selon Gérald Darmanin, davantage que partout ailleurs sur le territoire français. Comme lui, ils sont aussi des dizaines à tenter de revenir à bord d'un « kwassa kwassa », ces canots de pêche comoriens qui accostent tous les jours sur l'île avec des migrants à leur bord.

https://www.francetvinfo.fr/france/mayotte/reportage-operation-wuambushu-a-mayotte-dans-le-plus-grand-bidonville-de-france-les-comoriens-redoutent-la-guerre-civile_5781620.html